

le mois

# La Belgique Ultranova

Benoît Lechat

*Après l'échec des négociations sur Bruxelles-Halle-Vilvorde, le pays semble retomber dans une déprime post-partum. On ne comprend pas grand-chose à ce qui se passe et les enthousiasmes ne débordent pas pour s'y plonger. Pourtant, comprendre les ressorts de la peur de la fin de la Belgique — qu'elle soit fondée ou infondée — pourrait être un exercice utile. Pas pour prédire une éventuelle catastrophe. Mais pour changer le présent et l'avenir immédiat.*

---

Dans *Ultranova*, le film de Bouli Lanners<sup>1</sup>, un airbag se déclenche en rase campagne, en pleine ligne droite. Commentaire de la victime : « Quand un événement inexplicable survient, c'est un signe que quelque chose ne va pas dans sa vie et qu'il faut la changer. »

L'image s'appliquerait-elle à la Belgique? Tous les dispositifs de sécurité mis laborieusement en place pour empêcher les chocs communautaires ne seraient-ils pas en train de se retourner subitement contre le pays qu'ils sont censés protéger? Et nous, les Belges, ne serions-nous pas sur le point de nous retrouver au milieu des champs, nous extrayant péniblement d'une Subaru sur le toit, scrutant vainement l'horizon?

<sup>1</sup> « De waalse Edward Hopper », affirme la publicité parue dans la presse flamande.

## QUE NOUS APPREND LA PEUR ?

L'image est boiteuse. Tout ce qui se passe en Belgique reste plus ou moins explicable, même si toute la politique belge n'est pas simple à comprendre. La lente montée des tensions, la perspective de la fin de la Belgique font partie de notre paysage politique. En germe depuis l'origine, on en fête le cent-septante-cinquième anniversaire cette année. Plus clairement, depuis le milieu des années nonante et l'approbation par un Parlement flamand quasiment unanime de résolutions demandant que les Régions soient responsables de toute une série de politiques menées jusqu'à aujourd'hui encore par l'État fédéral: soins de santé, allocations familiales, rail, sécurité routière... Cette demande ultramajoritaire des partis flamands a fait émerger avec une netteté croissante l'image d'une dynamique flamande de plus en plus prépondérante par rapport à la dynamique belge.

Pour les francophones, sa prise de conscience salutaire — bien que tardive — a nourri la peur et la menace que, tout d'un coup, la Belgique s'arrête d'exister. Mais au fond, cette crainte est-elle fondée? La grande majorité de la classe politique flamande ne croit pas à la fin de la Belgique. Elle ne doute pas de sa survie, même sous

une forme carrément confédérale où les Régions seraient responsables de tout ou partie de la sécurité sociale. Elle accuse d'ailleurs les francophones d'agiter le spectre de la fin de la Belgique comme un épouvantail pour empêcher toute nouvelle modification de la structure de l'État. Alors, cette peur toute francophone est-elle infondée? La question est peut-être sans intérêt.

Non seulement parce que prédire l'avenir est impossible. Mais aussi parce qu'il est plus intéressant de comprendre ce qui est mobilisé dans cette peur francophone d'un scénario « Belgique Terminus »?

## LE DÉLICAT EXERCICE DE LUCIDITÉ WALLONNE

Que risquent de perdre les Wallons et les Bruxellois? Beaucoup. Par exemple, 25 % du montant des allocations sociales wallonnes, en cas de fin de la sécurité sociale fédérale. La menace a été clairement identifiée dans *Le Soir* du 4 mai 2005 à la veille de l'affrontement violet sur la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde. C'est relativement neuf, parce jusque-là, traditionnellement, les médias francophones avaient plutôt tendance à taxer de « propagande flamingante » toute déclaration venue du Nord du pays sur les transferts Nord-Sud. De même, la classe

politique francophone s'est-elle toujours refusée à reconnaître la réalité des transferts Nord-Sud.

Certes, il y a le Contrat d'avenir pour la Wallonie, certes il y a une volonté affichée par les partis francophones d'amener progressivement le P.I.B. wallon à la moyenne européenne. Certes, il y a en Wallonie une volonté de remonter la pente, de relancer l'économie. Mais jusqu'ici officiellement, l'objectif était moins de répondre à la menace séparatiste flamande que de mettre enfin un terme au déclin économique wallon. Pour quels résultats jusqu'à présent? Le piège est là: reconnaître que cela ne va pas vraiment mieux, au moins dans l'ancien sillon industriel wallon, n'est-ce pas faire le lit des thèses flamandes sur la Wallonie dépendante? N'est-ce pas accélérer la volonté de scinder la sécurité sociale? Cacher la réalité des transferts, les édulcorer, même en les interprétant comme des transferts entre personnes à l'intérieur d'un système d'assurance sociale, n'est-ce pas aussi priver les Wallons de l'indispensable lucidité sur la réalité de leur situation?

## FINANCER LES FONCTIONS COLLECTIVES

Le député M.R. Alain Destexhe l'a appris à ses dépens. Appuyé par des experts peu désireux de

s'avancer à découvert, il s'est fait frictionner comme un malpropre. Dans un premier temps, les responsables des politiques régionales ont jugé totalement inconvenant qu'il soit dit qu'à Liège et Charleroi, le redressement se fait attendre. Que l'emploi stagne et que la création de richesses ne repart pas à la hausse. À gauche, on a eu beau dire que là n'est pas la question: qu'il faut tenir compte d'autres critères pour évaluer l'état d'une société... Le hic, c'est que pour financer des fonctions collectives dans une société capitaliste socialement régulée, on n'a encore rien trouvé d'autre que la fiscalité sur le travail, la fortune ou la consommation. Sans assiettes fiscales suffisamment larges, point de salut pour l'enseignement, la culture, le secteur non marchand, la redistribution...

Mais il est bien sûr beaucoup plus exaltant de se presser dans les réunions d'Attac pour dénoncer l'« horreur libérale » du Traité constitutionnel européen que de se poser la question toute bête de savoir pourquoi la reconversion du vieux sillon industriel wallon est plus difficile que celle du Limbourg hollandais ou flamand. Tout ne serait-il en définitive qu'une question d'insuffisance de moyens? Ou bien de ce que certains adeptes cachés de la Belgique de papa appellent encore aujourd'hui avec condescendance

« le repli wallon »? À moins que toute la faute ne revienne à ces foutus « fossoyeurs de l'emploi » que sont les écologistes qui ont l'outrecuidance de demander que l'on investisse enfin dans des créneaux d'avenir?

### D'URGENCE, UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

Quel électrochoc faudra-t-il donc pour que se mettent en place au niveau wallon les politiques courageuses capables de porter un projet de développement régional au-delà des chasses gardées? Après le Contrat d'avenir, il y a eu le Contrat d'avenir amélioré puis le Plan stratégique transversal « Création d'activités et d'emplois » et enfin l'idée d'un plan Marshall pour la Wallonie lancée par le président du P.S. Elio Di Rupo. Avec comme une pointe d'impuissance effrayée. Par la perspective de devoir un jour assumer les conséquences des relances manquées. Par la crainte de négocier la prochaine coalition fédérale avec une classe politique flamande en pleine déréliction et peu soucieuse de faire des compromis. Avec aussi la conscience de voir l'image de rénovation du P.S. mise à mal par l'enlisement de la relance wallonne dans les sous-localismes et la colonisation socialiste de l'appareil public wallon.

Mais au-delà de cet enjeu partisan, c'est une réflexion sur les limites de la politique d'amortissement de la désindustrialisation wallonne qui s'impose. Si on ne le fait pas très rapidement, non seulement, il risque de ne plus avoir bientôt assez de ressources pour adoucir les effets de la crise amorcée il y a quarante ans, mais, en plus, il pourrait ne plus y avoir de moyens à mobiliser pour relancer le développement économique wallon. Le vrai scandale ne réside pas seulement dans les taux de chômage des grandes villes industrielles wallonnes. Il se trouve aussi dans l'inertie d'une culture archaïque de gouvernement incapable de se réformer pour les faire baisser.

### LA HONTE DE RAOUL REYERS

Une fois encore, le renforcement de l'assiette fiscale wallonne n'est pas un but en soi. Il doit permettre d'améliorer le rapport de forces au niveau fédéral en faveur de tous ceux qui défendent une redistribution dans un sens plus égalitaire. Qu'ils soient flamands ou francophones. Il doit également permettre aux Wallons (comme du reste aux Bruxellois) de sortir de l'image d'assistés dont ils sont victimes. La sécurité sociale est un système complexe d'échanges, de dons et de reconnaissances. Pas seulement de reconnaissances de dettes, mais

aussi d'images de soi et d'estime de l'autre<sup>2</sup>. On mesure mal la violence symbolique qu'exerce sur l'imaginaire des Wallons l'incapacité dans laquelle ils se trouvent actuellement de rendre réversibles les transferts Nord-Sud.

C'est peut-être cette violence symbolique qui s'exprime de manière affligeante chez un Raoul Reyers, « humoriste » de la *Semaine infernale* quand il tente de nous faire rire d'une série de comportements bornés, en leur adjoignant systématiquement le qualificatif de « wallon ». Natif de Polleur, Raoul Reyers n'exprime pas tant une « haine » de la Wallonie qu'une « honte de la Wallonie ». Voulant dénoncer à juste titre la bêtise de certains comportements clientélistes, il se sent obligé de les expliquer par le fait qu'ils sont commis par des Wallons, « Quand on ajoute wallon à une phrase, ça décrédibilise tous les mots qui ont été prononcés avant<sup>3</sup>. » Bien sûr, de tels propos pourraient tomber sous le coup de la loi Moureaux contre le racisme, mais il faut sans

doute penser que c'est plutôt du dépit que de la xénophobie qui est ainsi exprimé. Un dépit ou une résignation résolument apolitique qui préfère rendre tous les Wallons responsables de l'état de la Wallonie plutôt que de se lancer dans un discours critique, infiniment plus difficile et sans doute plus risqué, surtout quand on est payé par une institution culturelle publique. Le mépris pour la Wallonie devient alors une forme commode de l'apolitisme qu'on retrouve souvent chez tous ceux qui rechignent à s'engager résolument pour que la culture soit une politique wallonne, par crainte de voir la régionalisation se traduire par un renforcement de l'emprise des satrapes dont ils doivent par ailleurs mendier les soutiens. Entre la vision un peu éthérée de la conscience postnationale et la construction d'un État-nation façon XIX<sup>e</sup> siècle, la juste voie est évidemment tout sauf simple à trouver.

## L'EXPLOSION DES MÉTAPHORES CONJUGALES

Dans les conversations politiques des francophones de cette première moitié de 2005, on trouve un certain nombre d'images conjugales: « Mais puisqu'ils veulent le séparatisme, qu'ils s'en aillent », « certes, ce sera dur au début, mais on finira par s'en sortir! » « Franchement, mieux vaut vivre libre et pauvre que de vivre moins pauvre et humilié ». Les expériences de divorces forment un réservoir quasiment inépuisable d'illustrations concrètes du différend national. « Quand dans un couple, cela ne va pas, on cherche à mieux communiquer, on va chez un conseiller conjugal et si malgré tout cela ne va pas mieux, eh bien il ne reste plus qu'à se séparer le mieux possible, idéalement devant le juge »... « Oui, mais en Belgique, ne se trouve-t-on pas dans la situation d'un couple qui divorcerait mais qui serait obligé de partager la maison en deux appartements? Et par-dessus le marché, il y aurait encore une grande pièce commune au milieu de la maison et les habitants devraient constamment se croiser dans les escaliers... Une cohabitation contrainte en quelque sorte... ». Une fois encore, de telles images ont davantage pour effet de cacher la réalité politique que d'apporter de réelles

<sup>2</sup> La représentation de la dette sociale, de la solidarité interpersonnelle entre les travailleurs flamands et francophones qui a dominé l'après-guerre est en train de céder le pas à une représentation interrégionale. Le primat régional l'emporte d'autant plus facilement que le ciment symbolique d'une classe ouvrière organisée sur un plan national est quelque peu effrité par les tendances centrifuges en action dans les organisations syndicales.

<sup>3</sup> Raoul Reyers (La *semaine infernale*, R.T.B.F.), texte publié dans *La Libre Belgique* du 7 mai. Quand la même émission emploie le vocable de « flamoutche » (tout le monde se marre, hein!) pour désigner les Flamands, il y a également de quoi s'inquiéter. Espérons qu'on ne doive jamais regretter d'avoir nourri par de telles bêtises les vocations de Karadjic locaux.

solutions... La réalité reste moins limpide. L'histoire de Belgique n'est pas une succession de grands rendez-vous. La pratique de l'esquive y est devenue un art. Et si on peut trouver cela ennuyeux, sans doute l'immense majorité des Belges se réjouit-elle tous les jours, au moins inconsciemment, de vivre dans un pays où les conflits ne se règlent qu'avec des mots... Tout en méprisant chaque jour un peu plus ceux qui en font profession. Ils finissent par jouer le rôle de « part maudite » de la société, incarnant ses divisions et sa propre incapacité à les surmonter.

#### ALLER INFINIMENT VERS SA FIN

La Belgique irait infiniment vers sa fin. Cela ressemble à une formule philosophique. Une histoire d'idéal régulateur. Qui guide les actions, donne un horizon, une perspective historique. Mais qui, comme l'arrivée du Messie, ne se réalise jamais. Ou alors quand on n'y croit plus, par exemple, à la fin des temps. Et qu'il survient, tout d'un coup, hop, par surprise et s'occupe de tout. Sommes-nous arrivés, nous autres Belges, à l'heure du jugement dernier des Belges? La question est peut-être l'éternelle question de la Belgique. Elle aurait été posée dès sa naissance et l'accompagnerait infiniment. L'histoire de Belgique,

ce serait l'histoire de la fin de la Belgique, l'histoire de la longue, lente et un peu embêtante aventure d'un État né d'un compromis historique entre le catholicisme et la modernité libérale. La promesse de force contenue dans la devise nationale ne reposerait pas sur la synthèse, mais sur la coexistence soigneusement cloisonnée, la dissociation ou la séparation comme mode de gestion des conflits. Entre libéraux et catholiques d'abord. Entre piliers idéologiques ensuite, entre Flamands et francophones enfin. Dans une telle dynamique de la ségrégation, la question qui se pose est de savoir si tôt ou tard on ne risque pas de passer du séparatisme originel au séparatisme final, celui où il n'y aurait plus rien de commun à séparer? Jusqu'ici, la perspective a pu être conjurée par les accords institutionnels organisant la coexistence pacifique entre chacune des composantes nationales: pactes scolaires, culturels, sociaux, communautaires, régionaux. Toutes ces séparations ont été possibles, parce qu'il y avait encore des choses en commun à séparer. Mais quid le jour où il n'y aurait plus rien, ou presque plus

rien de commun, c'est-à-dire de fédéral? L'heure de cette question n'approche-t-elle pas?

#### LA FLANDRE A-T-ELLE ENCORE BESOIN DE FRANSQUILLONS?

En 1997, Jean-Marie Lacrosse publiait dans la revue *Le Débat*<sup>4</sup> un article très controversé sur les origines religieuses de l'identité belge. Si on n'est pas obligé d'en partager toutes les thèses, il faut bien reconnaître que l'évolution actuelle du débat sur la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde semble lui donner raison. Jusqu'à un certain point du moins. Ce qui se manifeste dans la revendication de scission de l'arrondissement n'est autre que la version sécularisée d'un idéal quasiment messianique de fusion du territoire et de la langue. Selon cette religion sécularisée, la culture flamande ne peut se réaliser pleinement que dans son union parfaite avec le sol flamand. Toute son énergie historique s'est longuement mobilisée dans la réalisation de cette union que la scission de B.H.V. achèverait. Mais la question qui se posera au mouvement flamand lorsque

<sup>4</sup> Jean-Marie Lacrosse, « La Belgique telle qu'elle s'ignore », dans *Le Débat*, Paris, Gallimard, n° 94, mars-avril 1997, p.12.

cette scission aura été achevée sera de savoir s'il peut se passer de la figure du méchant fransquillon condescendant et méprisant. Le mouvement flamand n'a-t-il pas besoin comme de pain de l'image des bourgeois F.D.F. méprisant pour leur langue? Sans eux, leur conscience de minoritaires et la force qu'ils en tirent ont-elles encore un fondement? Comme le disait Jean-Marie Lacroix, « en rompant avec la Belgique, les Flamands rompraient également avec les raisons qu'ils avaient de rompre avec elle et toute l'énergie déployée pour effectuer la rupture s'épuiserait brutalement avec la rupture même, à supposer qu'elle ne soit pas déjà entièrement épuisée<sup>5</sup>... ». Le public de plus en plus clairsemé et grisonnant des pèlerinages de l'Yser conforte la dernière partie de cette analyse (« à supposer que... »). Autrement dit, la Flandre est peut-être déjà au-delà du mouvement flamand. Finalement, elle n'aurait même plus besoin des francophones ou de l'image d'une Belgique dominée par les francophones pour exister.

## À LA RECHERCHE D'UN PROJET FÉDÉRAL

La question reste posée: y a-t-il encore vraiment un projet fédéral belge? Un projet fédérateur qui dépasse l'intérêt bien compris de chacune des Régions? Même ce qui est fédéral n'est-il pas lui aussi l'objet d'un traitement confédéral, c'est-à-dire d'un traitement intéressé par chacune des Communautés ou Régions? L'exemple de la politique de dispersion des nuisances sonores produites par l'aéroport de Zaventem (« Bruxelles-national ») est sans doute une caricature d'utilisation à des fins purement régionales ou communautaires d'un levier de politique fédérale. Le refus des partis flamands de mettre en place un Fonds fédéral de mobilité en est un autre, plus subtil. La Flandre n'en a plus vraiment besoin. Elle a su planifier et faire financer intelligemment l'essentiel des investissements ferroviaires dont elle avait besoin. La compétence encore fédérale peut désormais être régionalisée... Dans ce concert de voix centrifuges, il faut saluer le

courage des organisations syndicales interprofessionnelles qui, en Flandre, se battent contre la quasi-totalité des partis pour obtenir la mise en place d'une cotisation sociale généralisée afin de consolider le financement de la sécurité sociale. Si la plupart des partis flamands s'y opposent — cela n'a quasiment pas été relevé —, c'est tout simplement parce qu'il s'agirait d'un outil fédéral de fiscalité assurant l'avenir d'une compétence fédérale. Il est vrai que les syndicats ont un intérêt direct à la pérennité de la sécurité sociale fédérale. Par conséquent, pour rêver de voir un jour émerger un vrai projet politique fédéral, il faudra sans doute recréer ou créer de toutes pièces une classe politique fédérale, élue au moins partiellement sur l'ensemble du territoire belge. L'idée a beaucoup circulé du côté francophone. Elle n'a pas encore eu beaucoup d'écho en Flandre<sup>6</sup>.

## DES LUNETTES POUR VOIR LES ULTRANOVÆ

Dans *De Morgen* du 7 mai 2005, Liesbeth Van Impe a décrit l'expérience politique suivante: « Prenez un journal francophone et un journal flamand du même jour, prenez les articles qui concernent B.H.V., c'est à peine croyable, mais vous verrez qu'ils ne parlent pas de la même chose. » La découverte de l'importance des opi-

<sup>5</sup> Dans « Belgique, disparition d'une nation européenne? Les États généraux de l'écologie politique », Luc Pire, 1997, p. 21.

<sup>6</sup> Voir « Démocratie et fédéralisme: pour que la hargne ne se transforme pas en haine », *La Revue nouvelle*, n° 10, octobre 2004, p. 2.

nions publiques dans la formation de la décision politique n'est pas neuve. En revanche, les prises de conscience se multiplient au Nord comme au Sud de la frontière communautaire de l'ampleur des divergences entre les opinions flamandes et francophones. Non seulement on ne parle pas de la même manière des mêmes choses, mais en plus, on ne dit pas les mêmes choses sur les mêmes événements... Mais cette prise de conscience, elle aussi tardive et salutaire, est encore loin de mener à la construction de visions stéréoscopiques. Et par là, on ne vise pas des visions uniques, qui nie- raient la préexistence ou la coex- istence d'identités wallonnes, fla- mandes, bruxelloises? Non, on entendrait des visions produites par des lunettes à trois verres, aux visions évidemment pas faciles à

superposer... Mais qui seraient tellement utiles sous ces lati- tudes... Une piste déjantée pour nous éviter un « bardaf c'est l'em- bardée » fédéral? Guy Verho- fstadt qui a de l'expérience en la matière (lunettes, embardées...) doit continuer de méditer la ques- tion... Peut-être pourrait-il trou- ver de l'inspiration en écoutant Bouli Lanners parler de son très beau film: « Mes héros sont comme des petites étoiles dont on ne percevrait la chaleur que lors de leur implosion, comme les supernovæ qui brillent une der- nière fois avant de mourir défini- tivement. J'espère qu'ils iront au- delà de ça. Pour moi ce sont des "ultranoæ". » ■